

Crise de l'habillement : les chiffres cruels des commerces de mode

Le Covid est passé. Les aides de l'Etat sont terminées. Les professionnels du textile dressent aujourd'hui un bilan sévère des dégâts.



Le marché du prêt-à-porter a perdu 7 % de sa valeur en France depuis 2019. (Pascal Sittler/REA)

Par **Philippe Bertrand**

Publié le 17 janv. 2023

La bataille du Covid est terminée. Les vendeurs de vêtements et de chaussures comptent les victimes. Le marché a chuté de 7 % de 2019 à 2022, établit le bilan que dresse le panel Retail Int pour l'Alliance du commerce.

Ce syndicat regroupe plus de 700 enseignes, les géants Zara et H&M ainsi que les grands magasins et 26.000 points de vente. La société d'études analyse en continu les chiffres de 80 marques et 15.000 magasins. Résultat : une accélération des fermetures ; [en deux ans, 11 % du parc de boutiques a disparu.](#)

Capex et franchise

« Il y a toujours eu des fermetures, commente Yohann Petiot, directeur général de l'Alliance du commerce. Avant 2019, un nombre à peu près égal d'ouvertures les

compensaient. » Le marché s'adaptait. Les enseignes quittaient certains lieux en perte de vitesse pour d'autres plein de promesses. L'année 2019 comptait 4 % de créations pour 5 % de disparitions.

En 2022, ce sont 9 % des magasins qui ont tiré le rideau et il n'y a eu que 3 % d'inaugurations. En 2020 et 2021, le déficit s'est élevé à 3 % chaque année. « Pendant la crise, les aides ont limité les défaillances. L'année dernière, les difficultés du Covid ont disparu, le soutien de l'Etat aussi, et les fermetures ont été nombreuses », résume Yohann Petiot. Mais une autre cause explique le phénomène. Elle souligne les difficultés que le secteur a accumulées.

Les ouvertures de magasins s'essouffent. Elles se sont réduites de 30 % depuis 2019. Les budgets d'investissement des enseignes ont fondu. Les marques privilégient les franchises qui n'exigent pas de capex. En trois années, le pourcentage de succursales des chaînes de magasins de vêtements est tombé de 79 % à 50 %. La franchise, c'est l'expansion du pauvre. Selon la Banque de France, une entreprise d'équipement de la personne sur quatre perd de l'argent.

Dans ce décor morose, les vendeurs de vêtements demandent l'aide de l'Etat pour la reconstruction de leur modèle économique. L'activité se tient pour les boutiques qui n'ont pas fermé. Retail Int note 4 % de baisse des ventes depuis 2019. Les affaires sur Internet équilibrent les niveaux. Les achats en ligne ont presque doublé en deux ans (+78 %).

Les consommateurs ont changé leurs habitudes. Ils vont moins souvent dans les magasins dont le trafic a fléchi de 17 % depuis 2019. Lorsqu'ils franchissent leurs portes, ils achètent plus : le taux de transformation des visites a gagné 5 % et le panier moyen 11 %, avec une inflation au-dessous de 3 %.

Centres commerciaux

Les confinements, la crainte de la contamination et le télétravail ont pénalisé les centres commerciaux et les grandes villes. Depuis, les zones commerciales à fort potentiel rattrapent leur retard, même si certains sites sont encore loin du compte.

Le quartier de bureaux de la Défense, à l'ouest de Paris, a connu un effondrement de 18 % depuis 2019 des ventes de ses boutiques de vêtements. Le chiffre est de 18 % pour le boulevard Haussmann où règnent le Printemps et les Galeries Lafayette. Mais en 2022 depuis 2021, un rebond de 7 % a été observé et les touristes reviennent en masse. Il ne manque plus que les Chinois ou presque.

Le contrôle de la hausse des coûts et le financement de la transition climatique constituent les deux priorités post-Covid des professionnels. La facture d'électricité des commerçants a été multipliée par cinq en moyenne. « Et les entreprises de taille intermédiaire que sont la plupart des chaînes de magasin **ne bénéficient d'aucun amortisseur** », précise le dirigeant de l'Alliance du commerce. Le SMIC a pris 11 % en deux ans.

Le dollar, monnaie de tous les échanges pour une industrie textile presque entièrement délocalisée, s'est renchéri de 13 %. Le coton est plus cher de 30 % qu'avant la crise sanitaire, le transport maritime de 44 %. Le secteur demande le plafonnement des loyers qui ont augmenté de 26 % depuis 2018, à rebours du chiffre d'affaires.

« Nous demandons une vraie politique du commerce avec une coconstruction des impératifs de la transition climatique », déclare Yohann Petiot qui fonde un premier espoir sur la constitution d'un Conseil national du commerce annoncé par Olivia Grégoire, la ministre déléguée, qui réunirait tous les commerçants aujourd'hui dispersés entre de multiples organisations patronales.